

# Voyage d'étude dans l'Allemagne méridionale

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Protar**

Band (Jahr): **12 (1946)**

Heft 10

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-363189>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

schutzoffiziere bedeuteten der Abteilung eine wertvolle Hilfe.

Der Umfang der Arbeit auf der Abteilung spiegelt sich aber auch im *Postverkehr* wieder. Ich gebe nachstehend ebenfalls einige Zahlen, wobei der Lagerbetrieb nicht berücksichtigt ist:

Jahr	Eingang		Ausgang			
	pro Tag		Briefe	Zirkular	Pakete	Total (pro Tag)
1940	47 717	(160)	43 825	18 374	506	62 705 (210)
1941	52 601	(175)	47 604	17 921	772	66 297 (220)
1942	62 560	(220)	58 642	22 161	1 349	82 152 (270)
1943	75 057	(250)	64 681	17 010	883	82 574 (270)
1944	89 215	(300)	77 425	19 456	1 250	98 131 (330)
1945	62 112	(220)	65 956	30 742	914	97 612 (325)

### F. Demobilmachung.

Mit dem Eintritt der Waffenruhe am 8. Mai 1945 wurden die Luftschutzmassnahmen sofort abgebaut. Die weitem Wiederholungskurse im Luftschutz wurden eingestellt, die Besetzung der Alarmzentralen aufgehoben und die Entlassung der Alarmpikette und der Einsatzdetachements angeordnet. Ab 9. Mai 1945 standen mit Ausnahme einzelner Leute, welche noch für die Materialwartung und für Kontrollarbeiten notwendig waren, keine Angehörigen des Luftschutzes mehr im Dienst.

Am 16. 5. 1946 erfolgte die amtliche Publikation des EMD., welche zudem die Einstellung der monatlichen Probealarme, der Ausbildung der

Hausfeuerwehren, der Abgabe von Schutzhelmen und Eimerspritzen an Hausfeuerwehren anordnete und den Verzicht auf die Ausführung weiterer Schutzräume bekannt gab.

Eine besondere Entlassungsinspektion ermöglichte es den LO., eine gründliche und ruhige Demobilmachung durchzuführen. Bei diesem Anlass wurde den Of., Uof. und Sdt. auch das Erinnerungsbild des Chefs des EMD. abgegeben. Für den Material- und Schutzraumunterhalt ergingen durch die A+L die notwendigen Weisungen. Auf Ende Juli durfte in der Hauptsache die Durchführung der Demobilmachungsarbeiten als beendet bezeichnet werden.

Die Schulen und Kurse wurden nach dem Waffenstillstand zuerst nur teilweise, später für das Jahr 1945 ganz fallen gelassen. Mit dem BRB. vom 19. 10. 1945 über den Abbau für Luftschutzmassnahmen wurde u. a. auch die Durchführung der Entrümpelung und die Bildung von Hausfeuerwehren sistiert. Die privaten Schutzräume wurden freigegeben, auch öffentliche Sammel- und Sanitätsposten konnten ihrem ursprünglichen Zweck wieder zugeführt werden.

Die Liquidation des überzähligen, bzw. vorläufig entbehrlichen Luftschutzmaterials ergab bis 31. 12. 1945 einen Erlös von rund 1 Million Franken.

Bis auf zwei waren auf Ende des Jahres 1945 alle Vollmachtenbeschlüsse aufgehoben.

## Voyage d'étude dans l'Allemagne méridionale

(Voir *Protar* n° 9, 1946, p. 165 ss.)

Du 8 au 10 juin 1946, quelques douzaines d'officiers de P. A. ont visité en autocars les villes du Sud de l'Allemagne les plus intéressantes au point de vue P. A. Grâce à l'organisation impeccable due aux majors Clar (Bâle) et Semisch (S+P. A.) et à l'hospitalité si bienveillante des autorités françaises et américaines, les participants ont rapporté une riche moisson d'expériences techniques et tactiques, dont les lecteurs de *Protar* profiteront également. Voici, pour commencer, quelques observations d'ordre général, venant compléter les renseignements fournis par le Lt.-colonel Koenig (*Protar* n° 12, 1945).

Les ponts et les routes ont été détruits systématiquement par les armées allemandes en retraite. Des constructions de fortune ne permettent qu'un trafic restreint. Un remplacement définitif exigera des années de travail. C'est dans cet état que se trouverait notre pays, si nous avions dû combattre: en effet, chaque pont et passage important y était miné.

Les déplacements des forces P. A. à l'intérieur d'une région attaquée, voire dans les limites d'une localité atteinte, seraient très difficiles. Les engins, même motorisés, doivent être légers et transpor-

tables à bras. Le service technique doit être considérablement renforcé en hommes et en matériel.

*Fribourg-en-Brisgau* a été détruit le 27 novembre 1944 par 400 quadrimoteurs anglais volant à 3500 m. Une surface de 4 km<sup>2</sup> est nivelée. Sur 10.200 bâtiments,

2224 sont complètement détruits  
 847 sont gravement endommagés  
 847 sont fortement endommagés  
 1080 sont légèrement endommagés  
 3545 sont légèrement atteints.

Les premières bombes tombèrent à 19 h. 45, précédant de trois minutes le signal d'alerte, et mirent le réseau L hors d'usage, ainsi que le réseau électrique. Le bataillon de P. A., stationné au centre de la ville, fut, presque d'emblée, pratiquement hors de combat. Les rues étaient impraticables; les abris de fortune ne résistèrent pas. Une filature située à plusieurs kilomètres de la ville, soupçonnée à tort d'héberger un parc automobile, fut pulvérisée le 28 février 1945 par un bombardement très précis effectué par une vingtaine de bimoteurs volant à 2500 m. Résultat: 72% des bâtiments détruits, 236 morts et 280 blessés sur 1827 ouvriers, inondation partielle.

*Ludwigshafen*, ville de plus de 100.000 habitants, n'en a perdu que 2000 à 3000 au cours de 203 bombardements, grâce à une défense supérieurement organisée et s'appuyant sur 23 abris massifs en forme de tours de 8—10 étages, dont 3—4 souterrains. Les rampes d'accès, hélicoïdales et à sens unique, mènent à d'innombrables subdivisions, ressemblant aux cellules d'une ruche et empêchant la naissance de paniques. Le fortin est étanche aux gaz, et pourvu d'un système d'aération et d'éclairage indépendant.

A *Mayence*, le 27 février 1945, la population ne prit pas au sérieux l'alerte décisive et fut surprise par un bombardement massif de la part de 1000 forteresses volantes. En vingt minutes, le cœur de la ville fut transformé en un désert de flammes. Le feu, qui fit rage pendant quatre jours, ne put être attaqué que par la ciconférence. Par contre, dans les quartiers moins fortement touchés, nombre de bâtiments furent sauvés par l'intervention énergique du S. F. M. Les caves résistèrent mieux qu'à Fribourg et servent aujourd'hui de gîte à 1200 familles.

Ce qui était resté debout dans *Pforzheim* après le bombardement aérien du 23 février 1945 — ce n'était pas grand'chose — succomba aux combats terrestres que s'y livrèrent les Allemands en retraite et les Français vainqueurs. Mal préparée, malgré sa nature industrielle qui la prédestinait aux attaques aériennes, cette ville avait servi de

but à 2000 bombardiers anglais qui y lancèrent d'abord des bombes brisantes de gros calibre, puis des bombes incendiaires. (Au début de la guerre, c'était l'ordre contraire qui était suivi: bombes incendiaires, puis bombes brisantes. Cette tactique avait un inconvénient qu'on découvrit bientôt: le souffle des fortes détonations suffisait souvent à éteindre les incendies naissants.) Des quartiers entiers furent nivellés, les caves enfoncées par la pression de l'air et des décombres; les débris brûlèrent pendant 15 jours. La troupe de P. A., stationnée en plein centre, se trouva sacrifiée inutilement. L'eau et l'électricité ont manqué pendant des mois. Seules, les artères principales ont été déblayées, et ceci, sur une largeur de deux mètres seulement; aucune ligne de tramway ne fonctionne. Près de la moitié des 80.000 habitants semble avoir péri, le 99% des bâtiments du centre sont inhabitables; des milliers de cadavres pourrissent sous les décombres. Il ne paraît guère que la ville puisse renaître un jour de ses ruines. — A lui seul, l'exemple de *Pforzheim* prouverait, s'il n'était corroboré par tant d'autres, qu'à une attaque massive doit répondre une contre-offensive massive, venant des environs de la localité. Une troupe purement locale est impuissante, parce que nécessairement trop faible, et franchement inutile, si elle est stationnée à l'intérieur de la localité. Il nous faut donc des réserves régionales mobiles venant renforcer les forces locales stationnées d'emblée aux alentours immédiats de la localité.

## La question de la réorganisation de la protection aérienne

Par le cap. Racine

Sur la base du rapport de la commission spéciale chargée d'étudier cette question, l'Assemblée des délégués des sections de la S. S. O. P. A., réunie le 7 7. 46 à Olten, après une introduction du major Morant, Winterthur, a traité l'ensemble du problème.

Nous en reproduisons ci-dessous en résumé les points les plus importants:

Dans de larges couches de notre population, une certaine lassitude s'est fait sentir après presque six ans de service actif, qui ne facilite pas la tâche de ceux qui ont à étudier les besoins futurs de notre armée. Ceux qui ont fait leur service militaire ont pu se rendre compte par eux-même des erreurs commises comme des besoins, et c'est précisément chez eux qu'apparaît la volonté de réaliser les réformes qui apporteront les solutions justes.

Les sociétés d'officiers ont particulièrement l'obligation de vouer toute leur attention aux questions concernant la réforme de l'Armée et de ne pas en laisser l'initiative aux milieux qui ne posséderaient pas les connaissances techniques permettant de traiter objectivement le problème.

La nécessité de réorganiser la P. A. n'est pas contestée. Cette réforme, liée à celle de l'Armée, ne peut être différée jusqu'à la solution de cette dernière. En effet une série de dispositions sont tombées avec la fin du service

actif, mais n'ont pas été remplacées. D'autres mesures ont des conséquences qui les rendent irréalisables dans le service du temps de paix. Après la suppression de la censure de la presse, à la suite des attaques contre la P. A., pour la plupart infondées, le Conseil fédéral, sur proposition du D. M. F., a nommé une commission extraparlamentaire pour étudier la réorganisation de la P. A. Elle comprenait des représentants des groupes des Chambres, de la Conférence des directeurs militaires cantonaux, de l'Union des Villes suisses, de l'E. M. G., du Service de l'Aviation et de la D. C. A., de la S. S. O. P. A., ainsi que du S. F. P. A.

Au même moment la S. S. O. P. A. chargeait une commission spéciale d'étudier et de formuler des propositions de réforme. Cette commission, présidée par le cap. Böhringer (Bâle), était composée en plus du major Morant (Winterthur), des cap. Janner (Locarno), Lüthi (Berthoud), Racine (Lausanne) et du lt. Bühler (Uzwil). En outre le président central de la S. S. O. P. A. a assisté aux séances de la commission, dont la tâche a été tout d'abord d'examiner à l'avance les points à l'ordre du jour des séances de la commission extraparlamentaire fédérale, d'établir les directives de son porte-parole à la dite commission, après avoir coordonné les points de vue des sections de la S. S. O. P. A.